



SERVICE DE PRESSE

Confédération Générale du Travail FORCE OUVRIÈRE - 141, avenue du Maine - 75680 PARIS Cedex 14 - Tél.: 01 40 52 84 70 - e.mail : presse@force-ouvriere.fr

COMMUNIQUÉ

L'Égalité « Grande cause nationale du quinquennat » : un écran de fumée ?

Suite au rapport du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCE), publié le 27 juillet dernier et intitulé « *Investir dans l'organisation administrative et institutionnelle des Droits des femmes : Première brique d'une véritable transition égalitaire* », FORCE OUVRIÈRE ne peut que souligner la justesse des recommandations visant à renforcer les moyens humains et financiers des structures publiques qui agissent pour l'égalité entre les femmes et les hommes et donc notamment pour l'égalité professionnelle.

En effet, sans moyens suffisants, FO ne craint que le label « Grande cause nationale du quinquennat » que s'est octroyé le gouvernement au sujet de l'égalité ne serve d'écran de fumée.

Ainsi, s'il est essentiel que la thématique de l'égalité soit prise en compte par tous les ministères et pas seulement par un Secrétariat d'État dédié à l'égalité, encore faut-il que les moyens existent pour ledit Secrétariat d'État ainsi que pour tous les organes ayant vocation à faire respecter le principe républicain.

Or, comme tous les ministères (qui seront chargés de prendre en compte l'égalité professionnelle), le Secrétariat d'État dédié à l'égalité est soumis à une cure d'austérité budgétaire depuis déjà des années.

Non seulement le Conseil supérieur de l'égalité professionnelle (CSEP) ne dispose toujours pas de budget propre mais en plus de cela la préparation et le suivi de ses travaux reposent sur une « équipe » restreinte (3 membres seulement) dont une Secrétaire générale *bénévole* depuis 4 ans !

Enfin, comme le rappelle justement le HCE, seules 40% des entreprises assujetties à l'obligation d'être couvertes par un accord collectif relatif à l'égalité, ou, à défaut, par un plan d'action sur l'égalité professionnelle, sont en règle. 60% des entreprises ne le sont donc pas. L'inspection du travail ayant vu ses effectifs réduits de 20% en 10 ans, il ne faut pas s'en étonner !

C'est pourquoi, FORCE OUVRIÈRE revendique que la grande cause nationale soit plus que des mots et qu'il y ait donc (enfin !) l'octroi de moyens supplémentaires (financiers et humains) aux structures publiques qui agissent pour l'égalité professionnelle.

Paris, le 17 août 2017

Contact : Anne BALTAZAR, Secrétaire Confédérale

☎ : 01.40.52.86.00

💻 : anne.baltazar@force-ouvriere.fr